

**Veille Coronavirus du SER de Londres**  
**8 octobre 2020 – 15 octobre 2020**

**Résumé :** 1/ La détérioration de la situation épidémique conduit le gouvernement de Londres à prendre des mesures de restrictions renforcées pour les régions d'Angleterre les plus affectées par la pandémie de SARS-CoV2 ; 2/ De nouvelles mesures de soutien ont été annoncées en faveur des entreprises qui seront amenées à fermer ; 3/ Le PIB a augmenté de 2,1 % en août en glissement mensuel après + 6,4 % en juillet.

### **1. Évolution épidémiologique**

Au 15 octobre à 16h00, 26 301 012 tests ont été effectués, dont 295 690 le 15 octobre. 673 622 se sont révélés positifs, dont 19 980 le 1<sup>er</sup> octobre.

Au 15 octobre, 43 293 personnes testées positives pour le SARS-CoV2 sont décédées, dont 138 le 15 octobre.

**Le Premier ministre a annoncé la mise en place d'un système de répartition du territoire pour l'Angleterre en trois niveaux selon la sévérité de la situation épidémique.** Pour les territoires de niveau 1 (« *medium risk* »), les mesures d'application générale pour l'Angleterre, dont la « *rule of six* », seront en vigueur. Pour le niveau 2 (« *high risk* »), les réunions en intérieur entre des foyers différents seront interdites mais resteront autorisées en extérieur. En outre, les déplacements non essentiels ainsi que l'usage des transports en commun seront découragés. Pour le niveau 3, (« *very high risk* »), les réunions entre foyers seront interdites en intérieur comme en extérieur, sauf dans les espaces publics (parcs). Les débits de boissons (pubs et bars) devront fermer à moins qu'ils ne servent des repas.

**L'Irlande du Nord a annoncé la fermeture des écoles, et l'interdiction d'accueillir du public dans des pubs et des restaurants, ainsi que de nouvelles restrictions.** Les écoles devront fermer à partir de lundi pour une période de deux semaines au minimum, la durée des vacances scolaires ayant été étendue. Les pubs et les restaurants ne pourront plus dès vendredi accueillir du public et ne pourront maintenir qu'une activité de vente à emporter. En outre, la vente d'alcool sera interdite, et les salons de coiffure et de beauté devront fermés.

**Edinburgh pourrait établir un dispositif similaire à celui annoncé par le gouvernement de Londres pour l'Angleterre.** Après avoir annoncé la fermeture des bars et des restaurants la semaine dernière pour le centre de l'Écosse (Edinburgh et Glasgow inclus), le gouvernement écossais pourrait s'appuyer sur la méthodologie de répartition du territoire adoptée pour l'Angleterre afin de créer également un système niveau.

**La Covid-19 exacerbe les tensions au sein de l'Union britannique** – Actuellement, les habitants de 17 zones du Pays de Galles sont soumis à un confinement local impliquant des restrictions de déplacements – tandis que ceux d'Angleterre peuvent circuler librement, notamment vers le Pays de Galles. Toutefois, à partir du 16 octobre à 18h, le Pays de Galles va interdire aux voyageurs en provenance des « zones à risque » du Royaume-Uni de se rendre sur ses terres. Après avoir demandé à plusieurs reprises au Premier ministre Boris Johnson d'interdire les déplacements sur le territoire national des résidents de zones anglaises dont les taux de contamination sont élevés – et après s'être heurté à son refus –, le Premier ministre du Pays de Galles, Mark Drakeford, a annoncé qu'il prendrait « toutes les mesures nécessaires pour contenir la propagation du virus au Pays de Galles. (...) Or, les données suggèrent que la Covid se déplace d'est en ouest à travers le RU ». Aussi, les personnes en provenance de certaines régions d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande du Nord (le périmètre précis de ces zones n'a pas encore été annoncé) ne seront plus autorisées à se rendre au Pays de Galles. La Première ministre écossaise Nicola Sturgeon a déclaré qu'elle soutenait pleinement la décision de M. Drakeford et qu'elle solliciterait urgemment un entretien avec Boris Johnson pour trouver un « accord raisonnable » relatif aux limitations de déplacements entre les quatre Nations. Le gouvernement britannique s'est pour sa part prononcé en faveur d'une simple « invitation à éviter les déplacements non essentiels », plutôt que pour une interdiction (« Nous sommes un seul et même pays, les individus doivent faire preuve de bon sens » avait déclaré Boris Johnson début octobre).

## **2. Mesures nouvelles**

**Le Chancelier de l'échiquier a annoncé de nouvelles mesures de soutien pour les entreprises contraintes de fermer en raison du Covid** - Cette annonce, moins de quinze jours après le dernier paquet de mesures de soutien, a été eu en amont de la mise en place du système de restrictions sanitaires par zone de risque. Le Chancelier a étendu le dispositif de chômage partiel (*Job Support Scheme*) et annoncé de nouvelles subventions (jusqu'à 3000£ par mois), pour les entreprises forcées de cesser leurs activités. Cette extension du dispositif de chômage partiel se traduit par une subvention à hauteur des 2/3 du salaire des employés ne pouvant plus travailler, plafonné à 2 100 £ par mois, pour une période de 6 mois à partir du 1er novembre. Les employeurs n'auront pas à contribuer au salaire des employés et devront simplement continuer de payer les contributions à la *National Insurance* et les cotisations retraites. Ces nouvelles mesures viennent peser un peu plus sur les finances publiques, déjà très dégradées par la gestion de la crise.

## **3. Impact économique et financier**

**Le PIB a augmenté de 2,1 % en août en glissement mensuel après + 6,4 % en juillet** – Significativement en dessous du consensus (+ 4,6 %), l'activité du mois d'août porte l'acquis de croissance - 9,4 %. La croissance du secteur manufacturier a nettement ralenti, à 0,7 % en août contre 6,9 % en juillet. Le niveau de production manufacturière reste 8,5 % en dessous de son niveau pré-covid. Le secteur des services a crû de 2,4 % en août, après 5,9 % en juillet. Le secteur de l'hôtellerie-restauration a enregistré le meilleur gain de croissance à + 71,4 % en glissement mensuel, grâce au dispositif de soutien *Eat Out to Help Out*. L'activité du secteur reste cependant toujours 12,6 % sous son niveau pré-Covid. La croissance de l'économie devrait continuer de ralentir jusqu'à la fin de l'année (le cabinet de conseil Panthéon Macroeconomics s'attend à une croissance de 2 % en septembre), reflétant la baisse de la consommation et l'anticipation de nouvelles restrictions en réponse à la recrudescence de l'épidémie.

**Le taux de chômage a augmenté à 4,5 % en août contre 4,3 % en juillet** – Le taux de licenciement a fortement augmenté en août, atteignant son plus haut niveau depuis juillet 2009 à 8,2 par 1000 employés (contre 5,5 en juillet), Le *Claimant Count*, nombre d'inscriptions aux allocations sociales liées à des raisons de chômage, a enregistré une augmentation mensuelle de 1 % (120,3 % depuis mars 2020), pour atteindre 2,7 millions en septembre. Les données de liste de paie (PAYE) ont indiqué une augmentation surprise de 20 000 employés en septembre, reflétant le rebond des postes vacants (+144 000), et portant à 685 000 le nombre d'emplois net perdus depuis février. Le taux de chômage est attendu en hausse sur les prochains mois, en raison de la fin du premier dispositif de chômage partiel fin octobre et d'une reclassification plus importante de ceux se déclarant jusqu'alors inactifs et qui commenceront à chercher du travail.

**Tableau des recours aux dispositifs du gouvernement :**

<b>Allocations sociales</b>	
Universal Credit (allocations sociales)	Plus de 2,5 M d'inscriptions au <i>Universal Credit</i> du 16 mars au 23 juin
<b>Chômage partiel</b>	
Furlough / Coronavirus Job Retention Scheme	9,6 M d'employés ont bénéficié du chômage partiel au 20 septembre pour un coût de 39,3 Md£. Plus de 1,2 million entreprises y ont eu recours.
Self-employment Income Support	Pour la 1ère phase (demandes de mai à juin), 2,7 M de travailleurs indépendants ont demandé des subventions via ce mécanisme, pour un montant total de 7,8 Md£. Pour la 2ème phase (demandes à partir d'août), 2,2 millions de personnes ont demandé des subventions au 20 septembre pour un montant de 5,6 Md£.
<b>Prêts garantis par le gouvernement</b>	
CCFF	17,53 Md£ accordés à 66 entreprises au 26 août.
CBILS	15,45 Md£ accordés au 20 septembre à plus de 66 000 entreprises.
CLBILS	3,84 Md£ accordés au 20 septembre à 566 entreprises
Bounce Back Loans	38,02 Md£ accordés à plus d'1,2 million d'entreprises au 20 septembre
Future Fund	588 M£ de prêts accordés à 590 entreprises au 16 août

**4. Analyse sectorielle / entreprises**